



PAPPAS & ASSOCIATES, ATTORNEYS AT LAW, 49-51, Rue Stévin, B-1000 Brussels, Belgium
www.pappaslaw.net, email: info@pappaslaw.net, tel.: 32-2-23 15 704-5

Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

INSIDE THIS ISSUE

EDITORIAL

TOWARDS AN EU-US + CANADA REGULATORY AREA ? 2

COMPETITION & STATE AID

- **Doit-on annuler une mesure administrative assurant le recouvrement d'une aide illégale pour vice de forme ?** 4

CONSUMER PROTECTION

- **Food Safety: Affordable Meat for All, But at What Price?** 8

ENVIRONMENTAL LAW & POLICY

- **EU Calls for "ECO-INNOVATION" Projects** 11

FUNDAMENTAL RIGHTS AND DATA PROTECTION

- **Trans-Atlantic Platform for Data Protection: The EU and US Move Closer to a Deal** 12

TELECOMMUNICATIONS

- **Télécommunications: Consommateurs et entrepreneurs pâtissent de l'application incohérente du droit de l'UE** 14



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

TOWARDS AN EU-US + CANADA REGULATORY AREA?

By Spyros A. Pappas

On 11th March 2010, I was writing in **Europolitics** (Greek crisis: Degeneration or regeneration of European integration?) that “If a problem is global then its solution must also be so. Failing that, we should at least look for a Community solution”. Not before long, on the 12th of May 2020, the European Commission came up with a comprehensive proposal to reinforce economic governance in Europe. The focus is rather on preventive action that is based on three pillars: reinforcing the Stability and Growth Pact; addressing macro-economic imbalances and divergences in competitiveness; and working towards a permanent and robust framework for crisis management. A “European Semester” is in it, a key with the view to establishing an integrated surveillance cycle that would allow an assessment of the structural and fiscal policies of the Member States in parallel in an efficient and effective manner. However, the purpose here is not to present or analyze this proposal, but to welcome the fact that the European Commission - in the middle of the crisis - did exert its right of initiative and showed the way ahead again. Certainly, it would be better if this had occurred before or the day after the crisis, i.e. earlier, but the delay is explicable by the fact that there was no precedent and the EU was confronted with another gap in management. Besides, what at this stage matters is that as from this moment everything goes faster and on time. In fact, the recent and ongoing crisis taught us that early detection and early action are of paramount importance. This is always the case.

Hence, it is now hoped that the views of the Member States and the European Parliament will be constructive and timely enabling an effective decision making process until the relevant legislative proposals are definitively adopted. In the meantime, pragmatism and reasonability should prevail over formalism which means that the right of initiative should as well take the form of “action” and “leadership” by the European Commission. Yet, this will not address the “crisis” in its entirety. If a global solution is utopian, an EU-US + Canada Economic



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

Community on the contrary would undoubtedly bring an added value in the benefit of all. In the new mapping of the world, the western world, sharing the same values, needs to remain united not against the others –since this would be by definition counter to its principle of openness- but in more effective cooperation internally and externally.



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

COMPETITION & STATE AID

DOIT-ON ANNULER UNE MESURE ADMINISTRATIVE ASSURANT LE RECOUVREMENT D'UNE AIDE ILLEGALE POUR VICE DE FORME ?

par Panayota Boussis

Le 20 mai 2010, la Cour a remis un arrêt¹ dans une affaire ayant pour objet une demande de décision préjudicielle portant sur l'interprétation de l'article 14, paragraphe 3 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999. Cette demande a été introduite dans le cadre d'un litige au sujet de la régularité de titres émis par l'administration nationale pour la récupération d'une aide d'Etat déclarée incompatible avec le droit communautaire.

En vertu de l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, en cas de décision négative de la Commission concernant une aide illégale, l'Etat membre concerné doit prendre toutes les mesures nécessaires pour récupérer l'aide auprès de son bénéficiaire et ainsi rétablir une concurrence effective. Cette récupération doit se dérouler conformément aux procédures de droit national. L'application de ces procédures ne doit néanmoins pas empêcher l'exécution immédiate et effective de la décision de la Commission.

En l'espèce, la ville d'Orléans et le département du Loiret ont vendu à la société Scott dont les titres sont détenus par Kimberley Clark, un terrain à des conditions préférentielles. Ces deux collectivités se sont également engagées à calculer la redevance d'assainissement selon un taux préférentiel.

En juillet 2000, la Commission a adopté la décision 2002/14/CE concernant cette aide et l'a déclarée incompatible avec le marché commun, invitant la France à prendre toutes les

¹ Arrêt du 20 mai 2010, Scott SA, Kimberly Clark SAS/ Ville d'Orléans, C-210/09



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

mesures nécessaires afin de récupérer auprès de son bénéficiaire l'aide en question. La Commission a précisé que cette récupération devait s'effectuer sans délai, conformément aux procédures du droit national, pour autant qu'elles permettent l'exécution immédiate et effective de la décision de la Commission.

En décembre 2001, la ville d'Orléans a émis trois titres de recette afin de recouvrer l'aide accordée sous forme de tarif préférentiel. Ces titres portaient les timbres de la mairie, une signature et la mention « pour la maire, l'adjoint délégué », mais ils ne mentionnaient ni le domaine de la délégation conférée par le maire à l'adjoint ayant signé ces titres ni les noms et prénoms de celui-ci. Or en vertu de la réglementation française², « dans ses relations avec les autorités administratives, toute personne a le droit de connaître le prénom, le nom la qualité et l'adresse administrative de l'agent chargé d'instruire sa demande ou de traiter l'affaire qui la concerne. Toute décision prise par les autorités administratives mentionnées à l'article 1^{er} [de la loi précitée] comporte outre la signature de son auteur, la mention en caractères lisibles du prénom, du nom et de la qualité de celui-ci ». Ces titres de recette ont par conséquent fait l'objet d'un recours et leur force exécutoire a été suspendue en raison de l'effet suspensif automatique de tels recours.

La République française a été condamnée par la Cour pour l'effet suspensif de ces recours introduits contre les titres de perception émis pour la récupération de l'aide illégale car selon elle, cette procédure ne remplit pas les conditions prévues à l'article 14, per. 3 du règlement 659/1999. Finalement, le recours introduit par Scott et Kimberly Clark a été rejeté. Les requérants ont donc interjeté appel devant la Cour administrative d'appel de Nantes en faisant valoir que les exigences formelles de l'article 4 de la loi 2000-321 n'ont pas été respectées, dès lors que l'indication des nom et prénom du signataire des titres de recette en cause n'étaient pas indiqués.

La Cour d'appel constatant cette violation, a toutefois émis des doutes quant à la compatibilité d'une éventuelle annulation des titres de recette pour vice de forme avec les dispositions de l'article 14 du règlement 659/1999 et a par conséquent décidé de renvoyer à la Cour une question préjudicielle.

² Article 4 de la loi 2000-321, du 12 avril 2000, relative au droit des citoyens dans leurs relations avec les administrations (JORF du 13 avril 2000, p.5646)



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

Par sa question, la juridiction de renvoi demande si l'article 14, par.3 du règlement 659/1999 s'oppose à l'annulation, par le juge national, des titres de recette émis pour le recouvrement de l'aide d'Etat en cause, au motif d'un vice de forme, compte tenu de la possibilité pour l'administration de les régulariser.

En l'espèce, les titres de recette ont été émis dans un souci d'exécution de la décision de la Commission. En vertu de celle-ci, la République française doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de récupérer les aides illégales. Cette récupération doit s'effectuer sans délai, conformément aux procédures du droit national, pour autant qu'elles permettent l'exécution immédiate et effective de la décision de la Commission. Selon ce principe d'effectivité, « *l'Etat membre qui est dans l'obligation de récupérer une aide illégale, est libre de choisir les moyens par lesquels il exécutera cette obligation, pourvu que les mesures choisies ne portent pas atteinte à la portée et l'efficacité du droit de l'Union* ».

Cette obligation ne peut être remplie par l'Etat membre que si les mesures qu'il adopte lui permettent de rétablir des conditions normales de concurrence, faussées par l'octroi d'une aide illégale. La Cour a donc du examiner si l'application des dispositions nationales en question s'avère inconciliable avec l'exigence d'un recouvrement immédiat et effectif de l'aide, considérée illégale. Selon la Cour, si l'annulation de ces titres de recette n'est pas critiquable en tant que telle, elle pourrait néanmoins entraîner une restitution de l'aide aux bénéficiaires originaux. Par conséquent, l'autorité dont émanent les titres de recette est habilitée à régulariser le vice de forme dont ceux-ci sont entachés, pour autant que l'annulation de ces titres n'entraîne pas nécessairement la restitution de l'aide aux sociétés concernées.

Vu que l'autorité compétente et la juridiction nationale sont tenues, en vertu de l'article 14, par. 3 du règlement 659/1999, de garantir la pleine effectivité de la décision de la Commission ordonnant la récupération de l'aide illégale et d'aboutir à une solution conforme à la finalité poursuivie par cette décision, si la régularisation des titres de recette intervient dans des circonstances garantissant que l'aide déjà restituée n'est pas, même provisoirement, versée à nouveau aux bénéficiaires de celle-ci en cas d'annulation des titres par la juridiction de renvoi, la seule annulation des titres de recette en cause ne ferait pas obstacle à l'exécution immédiate et effective de ladite décision.





PAPPAS & ASSOCIATES, ATTORNEYS AT LAW, 49-51, Rue Stévin, B-1000 Brussels, Belgium
www.pappaslaw.net, email: info@pappaslaw.net, tel.: 32-2-23 15 704-5

Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

Selon la Cour, l'article 14, par.3 du règlement 659/1999 doit donc être interprété en ce sens qu'il ne s'oppose pas, lorsque les sommes correspondant à l'aide en cause ont déjà été récupérées, à l'annulation pour vice de forme, par le juge national, des titres de recette émis afin de récupérer l'aide d'Etat illégale, lorsque la possibilité de régularisation de ce vice de forme est assurée par le droit national. En revanche, cette disposition s'oppose à ce que ces sommes soient reversées au bénéficiaire de cette aide, ne serait ce que provisoirement. Il semble donc que la priorité de la Cour soit le rétablissement - à tout prix- de la concurrence, même si cela implique le sacrifice de règles nationales ayant pour objectif de garantir la transparence de l'administration nationale.

CONSUMER POLICY



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

FOOD SAFETY: AFFORDABLE MEAT FOR ALL, BUT AT WHAT PRICE?

by: *Chloe Fernstrom*

In a vote on 19 May 2010, the European Parliament committee on environment, public health and food safety vetoed the Commission's proposal to approve the use of meat glue as a food additive at EU level, by adopting a resolution on the draft Commission directive amending the Annexes to European Parliament and Council Directive 95/2/EC on food additives other than colours and sweeteners, thus repealing Decision 2004/374/EC.

Thrombin is a coagulation protein, which is combined with an additional fibrous protein called fibrin to make an enzyme which is used for sticking various pieces of meat together and thus reconstituting fresh meat to create a product of desirable size and form. Thrombin is produced from plasma obtained from blood of cattle or pigs, hygienically collected in slaughterhouses under veterinary inspection.

Member State authorities are currently able to decide at national level whether to allow the use of thrombin as a *processing aid* in food. However, several Member States have argued that thrombin should be classed as a *food additive* instead of a processing aid, meaning that thrombin would only be able to be used in products in which its content is clearly declared. Indeed, under EU legislation, a food additive may only be permitted in the European Union if it offers benefits to consumers and does not mislead them. The Commission's proposal was a step towards clarifying that thrombin is a food additive which should be subject to regulation at EU level.

In its opinion of June 2005, EFSA's scientific panel on food additives pointed out that as thrombin and fibrinogen are derived from edible parts of animals, no toxicological tests are required and considered that consumption of meat products containing this enzyme preparation are not likely to increase the risk of allergic or intolerance response. Therefore, it concluded that "*the use of the enzyme preparation based on thrombin:fibrinogen derived from cattle and/or pigs and produced as outlined in the*

Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

opinion as a food additive for reconstituting food is not of concern from the safety point of view.”

Based on EFSA’s positive safety opinion on thrombin, the Commission’s proposal called for it to be approved and added to a positive list of additives in an EU Directive on Food Additives if accompanied by proper labeling as a “composite meat product” and prohibited from use in commercial kitchens.

According to meat glue manufacturers there is no ground to ban the use of thrombin as a food additive in the EU. Among the points raised are that the bonding protein is natural, and that it helps manufacturers to produce uniform portion sizes, while reducing waste at the same time. Moreover thrombin could lead to the creation of new tastes: the enzyme opens up wild possibilities of food bonding, as meat glue bonds protein to protein, regardless of its source.

However, MEPs were skeptical on thrombin’s possible benefits for consumers and decided to block EU-level approval of meat glue additives.

The Parliament first estimated that there is *"a clear risk that meat containing thrombin would find its way into meat products served in restaurants or other public establishments serving food, given the higher prices that can be obtained for pieces of meat served as a single meat product"*.

MEPs also highlighted a higher risk of bacterial infection in meat products created with thrombin, due to the larger surface area of meat and the cold bonding process that is used. Indeed, the process of binding together many separate pieces of meat significantly increases the surface area that may be infected by pathogenic bacteria (such as clostridium and salmonella) which, in such a process, can survive and be reproduced without oxygen. Moreover, scientists have pointed out that the risk of infection by pathogenic bacteria is particularly serious, as the binding process can be undertaken by way of cold bonding without the addition of salt and without any subsequent heating process, and as a result the safety of the final product cannot be guaranteed.

Finally, MEPs feared that the use of thrombin would genuinely lead to misleading consumers as it aims to present pieces of meat of varying qualities stuck together as a



Pappas
&
Associates

Attorneys at law

10

PAPPAS & ASSOCIATES, ATTORNEYS AT LAW, 49-51, Rue Stévin, B-1000 Brussels, Belgium
www.pappaslaw.net, email: info@pappaslaw.net, tel.: 32-2-23 15 704-5

Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

single meat product, thus preventing consumers from making an informed choice in relation to the consumption of meat products. Recital 25 of the draft Commission Directive itself recognises that the use of thrombin with fibrinogen as a food additive could mislead the consumer as to the state of the final food.

Consequently, MEPs remained unconvinced that the authorization of thrombin as a food additive would have presented benefits for consumers.

The Parliament's resolution has been welcomed by many consumers' organizations and political parties. Corinne Lepage, first vice-president of the ENVI Committee has for instance declared that "*the European Parliament has sent a political message to the Commission defending transparency towards the consumer and refusing to accept poor quality food.*"

ENVIRONMENTAL LAW & POLICY



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

REMINDER

EU CALLS FOR “ECO-INNOVATION” PROJECTS

by: Stratis G. Camatsos

On April 13, 2010, the European Commission launched a 35 million euro call for eco-innovation projects to be funded under the “Competitiveness and Innovation Programme”. The projects aim to spur innovation where European businesses and organisations can address the challenges brought about by combating environmental sustainability and economic growth.

The European Commission made clear that under the 2010 CIP Eco-Innovation call for proposals, funds are available for new projects in the area of materials recycling, sustainable building products, the food and drink sector and green business practices, including green purchasing and procurement. It stated that “the call is addressed particularly to SMEs that have developed a green product, process or service that is technically proven but is still struggling to find its place in the market.” The call offers direct co-financing with grants that cover up to 50 per cent of the total project cost.

The CIP Eco-Innovation programme shows that helping the environment makes good business sense, with numerous products and services now demonstrating how competitive growth and environmental protection can go hand in hand.

The call opened on April 13 and runs until September 9, 2010. About 50 projects could end up being chosen for funding.

If you are an SME that fits the description and is interested in obtaining funding for they green business idea, Pappas & Associates is qualified to aid you with your application. If you have any inquiries about submitting an application, please contact Stratis G. Camatsos at +32-2-23 15 704 or by email at camatsos@pappaslaw.net.

FUNDAMENTAL RIGHTS AND DATA PROTECTION





Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

TRANSATLANTIC PLATFORM FOR DATA PROTECTION: THE EU AND US MOVE CLOSER TO A DEAL

by: Stratis G. Camatsos

Following from the wake of the data privacy scandal involving Google and its Street View project, the EU and the US took steps to enhance their relationship by moving closer to finalising a data protection deal. More specifically, the European Commission adopted a draft mandate to begin negotiations on the agreement, although it still has to be approved by the European Council.

This plant would have the aim of safeguarding the EU citizen's personal information when it is transferred to the US in the course of criminal or anti-terrorist investigations. While this deal is a bid to avoid future disagreements after the European Parliament's veto on a banking data agreement for tracking terrorism funding in the beginning of this year, data protection seems to be a hot topic for legislators and politicians alike as more and more violations occur and clarity sought.

Vivian Reding, Commissioner for Justice and Fundamental Rights and Citizenship, expressed the increasingly popular sentiment that "there can be no data sharing without full data protection." She continued by stating, "We have to be clear. Our fundamental rights have to be protected at all times."

Ms. Reding made these statements to make clear that the EU will not bend when it comes to data protection. The EU has disagreed with the US over the basis for such transfers in the past and the level of privacy safeguards that should be applied to the data involved. Therefore, the agreement pursued will cover the transfer of data such as passenger records financial data and internet records.

The agreement would provide a high level of protection of personal data as mentioned above. However, more than that, people would have the right to be informed of data processing, to access the information and to request correction or deletion, if any



Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

inaccuracies are found. It also extends the individual right to seek judicial redress in courts.

Member States have expressed a favourable opinion towards the agreement. The German interior minister stated that “framework EU-US agreement would be a great help because you wouldn’t need to go over the same issues...but [instead] have a standard that you could apply to all agreements.” This will ease the time spent negotiating on different issues that will now be covered by the proposed agreement, such as, demanding limitations in case of onward transfers of this data to a third country; requiring that personal data is processed fairly for a specific, legitimate purpose and retained for a limited time only; and, ensuring that there are mechanisms for seeking redress, as well as compensation for any damages suffered as a result of breaches. This will remove the protection gaps and discrepancies between the two legal systems and thereby improving legal certainty for individuals.

One important thing that individuals should note is that the agreement would not provide the legal basis for any specific transfer of personal data between the EU and US. A specific legal basis for data transfers would always be required. However, the agreement does enhance their rights. Individuals should be informed about the purpose and categories of personal data that will be processed and by who, and also, have the right to access their personal data. They should also have a right to compensation in case damages are suffered due to unlawful processing.

It seems that the heart of the issue that individuals are facing with data protection is finding your way in the murky waters to find a clear answer as to what rights one has in data privacy. However, this agreement is a welcomed move by both the EU and US in clarifying individual rights for data privacy and information transferred.

TELECOMMUNICATIONS





Pappas
&
Associates

Attorneys at law

14

PAPPAS & ASSOCIATES, ATTORNEYS AT LAW, 49-51, Rue Stévin, B-1000 Brussels, Belgium
www.pappaslaw.net, email: info@pappaslaw.net, tel.: 32-2-23 15 704-5

Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

TELECOMMUNICATIONS : CONSOMMATEURS ET ENTREPRISES PATISSENT DE L'APPLICATION INCOHERENTE DU DROIT DE L'UE

by : Damien Thavard

Selon le rapport annuel de la Commission européenne sur le marché européen des communications électroniques, le manque de cohérence dans l'application de la réglementation de l'UE en matière de télécommunications empêche non seulement les consommateurs et les entreprises, mais aussi l'économie de l'UE dans son ensemble de profiter de tous les avantages économiques liés à un véritable marché unique et concurrentiel des télécommunications d'envergure européenne.

Au rayon satisfactions, revient principalement celle d'un secteur qui a réussi à résister à la crise. Si le secteur n'a en effet pas connu de croissance, il a réussi le petit exploit de rester stable quand le reste de l'économie reculait de 4,2%. Pour continuer à enregistrer des résultats positifs le rapport préconise d'axer les efforts de développement sur des services innovants qui connaissent une croissance rapide, tels que les services de données mobiles.

Autre bonne nouvelle, l'utilisation de l'internet à haut débit est en hausse. En effet, pour le service fixe à haut débit, le taux de pénétration moyen par habitant en Europe atteignait 24,8 % en janvier 2010, soit plus de 123 millions de lignes. Les Pays-Bas et le Danemark occupent d'ailleurs les premières places du classement mondial en ce qui concerne la pénétration du haut débit, près de 40 % de la population de ces pays bénéficiant d'un accès à l'internet à haut débit. Le taux de pénétration du haut débit mobile a quant à lui presque doublé dans l'UE entre janvier 2009 et janvier 2010, puisqu'il est passé à 5,2 %. En Finlande, au Portugal et en Autriche, ce taux de pénétration est supérieur à 15 %. Ce mouvement est à la fois une bonne nouvelle et la preuve que les mesures spécifiques contenues dans la stratégie numérique destinées à garantir à tous les Européens une couverture en haut débit totale au plus tard en 2013 n'est pas utopique. Qui plus est, si l'accès au haut débit augmente, les prix eux, baissent.





Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

Les prix des connexions internet ont en effet baissé en 2009 grâce au développement des offres à prix forfaitaires et à l'augmentation des vitesses de connexion à haut débit. Concernant la téléphonie, le prix d'un appel mobile a baissé de 7 % par rapport à 2008, puisque le prix moyen par minute s'établit désormais à 13 centimes d'euro au lieu de 14 un an plus tôt.

Toujours en matière de téléphonie, la liberté des choix des consommateurs a encore été renforcée, puisqu'ils peuvent changer d'opérateur en conservant leur numéro de téléphone plus rapidement que par le passé. Le délai nécessaire était en effet était de 4,1 jours pour un numéro mobile (contre 8,5 jours en 2008) et de 6,5 jours pour un numéro fixe (contre 7,5 jours en 2008). Même si des progrès ont été accomplis, il faudra déployer davantage d'efforts pour atteindre l'objectif du délai d'un jour fixé par le paquet télécom.

On le voit donc, le secteur des télécommunications reste un secteur dynamique, qui ressent les bienfaits de la concurrence : performance économique, augmentation de l'accès aux services et baisse des prix. Malgré tout, l'observateur reste cantonné à utiliser le terme secteur et non marché. En effet, si la plupart des marchés des États membres sont devenus plus ouverts à la concurrence, ils restent essentiellement nationaux. De plus, ce niveau de concurrence sur les marchés varie fortement selon les États membres.

Des différences de prix substantielles persistent entre les États membres, au niveau du marché de détail comme du marché de gros. Dans les États membres où les tarifs sont les plus élevés, les prix de détail des appels mobiles sont plusieurs fois supérieurs aux prix constatés dans les pays où les prix sont les plus bas, par exemple 4 centimes d'euro la minute en Lettonie contre 24 centimes d'euro à Malte.

Cette situation s'explique, en partie, par la diversité des approches réglementaires dans l'UE. Les consommateurs et les entreprises sont toujours confrontés à 27 marchés nationaux fragmentés. Les autorités réglementaires nationales repoussent souvent, parfois de plusieurs années, l'application des règles de l'UE. Par exemple, sur les marchés de gros du haut débit, certains régulateurs nationaux contrôlent les réseaux de fibre optique des opérateurs historiques alors que d'autres ne réglementent que la technologie classique par fils de cuivre. La réglementation des marchés de gros du haut débit modèle le paysage





Pappas
&
Associates

Attorneys at law

16

PAPPAS & ASSOCIATES, ATTORNEYS AT LAW, 49-51, Rue Stévin, B-1000 Brussels, Belgium
www.pappaslaw.net, email: info@pappaslaw.net, tel.: 32-2-23 15 704-5

Newsletter Issue No. 36 European Law & Policy

concurrentiel et est donc déterminante pour le prix et la qualité des produits à haut débit proposés aux consommateurs et aux entreprises.

Si l'on veut favoriser le déploiement d'infrastructures demandant des investissements importants, telles que les réseaux d'accès de nouvelle génération, il est indispensable que les règles en matière de télécommunications soient appliquées de manière cohérente. La Commission devrait adopter une recommandation relative à ces réseaux avant la fin de l'année.

La réaction de Mme Neelie Kroes, membre de la Commission chargée de la stratégie numérique, résume assez bien la situation actuelle, mélange de satisfaction et de sentiment d'inachevé: *«La croissance rapide du haut débit mobile et la baisse des prix de l'accès à l'internet sont de bonnes nouvelles pour les consommateurs dans cette période économique difficile. Toutefois, la modestie des progrès accomplis en direction d'un véritable marché unique est source de déception. Les États membres doivent redoubler d'efforts afin que les règles en matière de télécommunications soient correctement appliquées et que les investissements nécessaires dans des services innovants soient réalisés, dans l'intérêt des 500 millions de consommateurs européens.»*

Est-ce que cet objectif d'unification des marchés nationaux pourra être atteint dès cette année 2010 ? Au regard de l'adoption à la fin 2009 du paquet télécom on serait tenté de dire oui. Au regard des de transposition en droit national fixés au 25 mai 2011, on pourrait plus raisonnablement tabler sur 2012-2013.

